

Vincent MEYZIE

## **Les illusions perdues de la magistrature seconde**

Les officiers « moyens » de justice en Limousin et en Périgord  
(vers 1665-vers 1810)

Préface de Michel CASSAN



## TABLE DES MATIÈRES

Préface de Michel CASSAN	13
INTRODUCTION	15

### PREMIÈRE PARTIE LES MAGISTRATS ENTRE IDENTITÉ PRÉSIDIALE COMMUNE ET IDENTITÉS PROFESSIONNELLES MULTIPLES

<i>CHAPITRE PREMIER : CONSTRUIRE LE CORPUS</i>	29
1- Les magistrats de quatre présidiaux limousins et périgourdins (vers 1665-vers 1810)	30
a) Les villes choisies et le cadre chronologique	30
b) Un corpus de 433 magistrats présidiaux	33
2- L'élaboration du corpus : les lettres de provision privilégiées	24
a) La « source-souche » : les lettres de provision	24
b) Un apport majeur : la construction d'un corpus ample et homogène	37
 <i>CHAPITRE II : LES ÉTAPES ET LA DURÉE DE LA CARRIÈRE PRÉSIDIALE</i>	43
1- L'entrée dans la carrière	44
a) Les préalables obligés : études, apprentissage et titre d'avocat	44
b) L'installation dans une compagnie	48
2- Le déroulement de la carrière	52
a) De longues carrières présidiales très nombreuses	52
b) Des carrières placées sous le signe de la fidélité à un siège	57
c) Une faible mobilité	59
 <i>CHAPITRE III : LA DIVERSITÉ DES CARRIÈRES DES MAGISTRATS PRÉSIDIAUX</i>	65
1- Des appartenances professionnelles multiples	66
a) Au sein de l'État de justice et de l'État de finance : la pratique du cumul	66
b) L'officier « moyen », l'État et le cumul : la diversité des attitudes	69
2- L'intégration d'une minorité notable de magistrats dans l'État de finance et dans l'administration étatique provinciale	75
a) Une présence déclinante dans les élections	75

b) Une présence stable dans le Bureau des finances de Limoges	81
c) Les présidiaux, le vivier des subdélégués	84
CONCLUSION	91

## DEUXIÈME PARTIE 93

### UNE IDENTITÉ PRÉSIDIALE SOUS TENSION ? LES MAGISTRATS ENTRE COMPAGNIE ET ÉTAT

<i>CHAPITRE IV : CONDITIONS, REPRÉSENTATIONS ET PRATIQUES DU MÉTIER DE JUGE</i>	97
1- Les conditions d'exercice des magistrats	98
a) Les règlements et leurs significations	98
b) Des règlements fruits de négociations locales et d'ingérences étatiques	102
c) La rémunération du métier de juge	104
2- Les comportements professionnels : de la norme du « parfait magistrat chrétien » aux pratiques ordinaires des juges	109
a) L'idéal rhétorique du parfait magistrat présidial : les discours de rentrée	110
b) Les portraits administratifs des juges : les mémoires des intendants en 1698	114
c) Les pratiques judiciaires : permanence et figures de la déviance ordinaire	118
 <i>CHAPITRE V : ENTRE CONFLICTUALITÉ ET UNITÉ DE LA COMPAGNIE</i>	127
1- La compagnie divisée	128
a) La conflictualité ordinaire : motifs et gestes	128
b) La conflictualité ordinaire : les enjeux des oppositions entre les présidents et le lieutenant général	133
2- La compagnie unie	136
a) La bourse commune de Sarlat, instrument financier de l'affirmation et de la défense de l'institution présidiale	136
b) Le conflit de juridiction : des présidiaux soucieux de leur défense	140
 <i>CHAPITRE VI : LA MONARCHIE ET SES JUGES : LES LIMITES PRATIQUES DE L'ABSOLUTISME</i>	147
1- La connaissance approximative des officiers de justice par l'État	148
a) Motifs, moyens et limites de l'information administrative ordinaire	148
b) Les nouvelles exigences de la monarchie au XVIII <sup>e</sup> siècle : la valorisation de la culture du service	151
2- Le contrôle imparfait des magistrats par l'État sous Louis XIV	154
a) Contraintes familiales : le poids de la parenté et de l'alliance en dépit des règlements	154
b) Limites administratives : les contrôles ponctuels et incomplets des intendants et du parlement de Bordeaux	158

3- Le contrôle spectaculaire des juges par la Chambre Souveraine de la réformation de la justice (1688-1689)	160
a) Les motifs d'une procédure de contrôle exceptionnelle	160
b) Le rôle et le travail de la Chambre Souveraine	166
c) Des résultats d'une efficacité limitée	169
CONCLUSION	177

### TROISIÈME PARTIE 179

#### FONDEMENTS ET DYNAMIQUES DE L'IDENTITÉ SOCIALE DES MAGISTRATS : OFFICIERS, OFFICES ET FAMILLES

#### *CHAPITRE VII : LA COMPOSITION SOCIALE DES COMPAGNIES : UNE UNITÉ INCERTAINE ET RELATIVE* 183

##### 1- Approches d'ensemble des caractéristiques sociales des magistrats présidiaux. 184

a) Des origines sociales variées 184

b) Des alliances matrimoniales diversifiées 189

##### 2- Les magistrats présidiaux et l'intégration dans l'ordre nobiliaire 193

a) Le présidial, antichambre déclinante de l'anoblissement de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle au XVIII<sup>e</sup> siècle 193

b) La mixité originale de l'institution présidiale : nobles, anoblis et roturiers 198

#### *CHAPITRE VIII : TRANSMISSION, COMMERCE ET VÉNALITÉ DES OFFICES DE JUDICATURE : LA DIVERSITÉ DES PRATIQUES ET LE RÔLE DÉTERMINANT DE LA PARENTÉ* 203

##### 1- Familles et acquisition des offices de judicature 204

a) La transmission de l'office par héritage 205

b) La transmission avec un intermédiaire familial 210

c) La transmission avec « des personnes de distinction » 213

##### 2- Le commerce des offices : les transactions entre particuliers 215

a) Les sources et les modalités générales de la vente 216

b) Prix et coût de l'office 220

c) Le paiement et le financement de l'office 223

##### 3- Vénalité des offices de judicature et contrôle monarchique dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle 229

a) L'enquête administrative sur les candidats : les attentes de l'État de justice 229

b) Le choix des officiers : la décision administrative et les intérêts familiaux 232

#### *CHAPITRE IX : LES « DYNASTIES PRÉSIDIALES IMPORTANTES » ET LES DYNAMIQUES DE LA REPRODUCTION SOCIALE* 237

##### 1- Identification et évolutions des « dynasties présidiales importantes » 238

a) Définition et estimation des « dynasties présidiales importantes » 238

b) Leur formation : les contextes de l'entrée au présidial au XVII <sup>e</sup> siècle	241
c) Leur effacement : entre sorties subies et retraites volontaires du tribunal au XVIII <sup>e</sup> siècle	243
2- Fondements et ressources des « dynasties présidiales importantes »	247
a) Des fortunes importantes, garanties de longévité et facteurs de considération sociale	247
b) Reproduction sociale et professionnelle : les ressources de l'alliance	251
c) La diversité des moyens de l'influence sociale : le tribunal et l'État	253
3- La diversité au sein de la reproduction sociale : les destinées des présidents Féris et Jaucen à Tulle (XVII <sup>e</sup> -XVIII <sup>e</sup> siècles)	256
a) La dynastie Jaucen : les vertus du cumul et de la continuité familiale	257
b) La dynastie Féris de Laprade : difficultés et conflictualités dans la gestion d'un patrimoine officier	262

*CHAPITRE X : L'ÉMERGENCE DES « HOMMES NEUFS » AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE ET LES VOIES DE LA MOBILITÉ SOCIALE* 267

1- Apparition et identification des « hommes neufs »	268
a) Définition et intérêt de la catégorie d'analyse	268
b) Une croissance des « hommes neufs » dans la seconde moitié du XVIII <sup>e</sup> siècle	270
2- Le changement de physionomie sociale des compagnies dans la seconde moitié du XVIII <sup>e</sup> siècle	272
a) Les conditions et les motivations de l'accession au tribunal : le contexte favorable de la crise des présidiaux ?	272
b) Une intégration limitée aux anciennes familles officières	275
3- Biographies d'« hommes neufs » de Périgueux	278
a) Le cas Jean-Baptiste Pontard : une ascension sociale héritée	278
b) Le procureur du roi Nicolas I Lidonne : du service de la noblesse au service du roi	281
CONCLUSION	285

QUATRIÈME PARTIE

AFFAIBLISSEMENT ET DÉFENSE DE L'IDENTITÉ PRÉSIDIALE : LES RELATIONS DES COMPAGNIES ET DE L'ÉTAT À L'AUNE DE LA CRISE DES PRÉSIDIAUX (FIN XVII<sup>e</sup> SIÈCLE-XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE) 287

<i>CHAPITRE XI : INTERPRÉTATIONS ET MANIFESTATIONS : ASPECTS ET ANALYSES DE LA CRISE DES PRÉSIDIAUX (FIN XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE)</i>	291
1- Lectures historiographiques et appréhensions par les contemporains de la crise des présidiaux	292
a) Les analyses des historiens	292
b) La vision des administrateurs de la monarchie (fin XVII <sup>e</sup> siècle-début XVIII <sup>e</sup> siècle)	294

c) La perception des officiers « moyens » de province dans leurs représentations de la seconde moitié du XVIII <sup>e</sup> siècle	296
2- Un critère majeur : la dépréciation de la valeur des offices	301
a) La valeur des offices selon l'enquête de 1665	301
b) La valeur des offices selon les évaluations de 1771-1772	304
c) Une crise profonde de l'économie de l'office présidial au XVIII <sup>e</sup> siècle	308
3- Un phénomène nouveau : la désaffection pour l'office « moyen » de judicature au XVIII <sup>e</sup> siècle	312
a) Un aspect fondamental : la crise des effectifs et la « crise de recrutement »	313
b) Un constat majeur : l'affaiblissement massif de l'acquittement du droit annuel au XVIII <sup>e</sup> siècle	317
c) Une conséquence inédite : les nouvelles modalités de transmission des offices au XVIII <sup>e</sup> siècle	320
 <i>CHAPITRE XII : EXPLICATIONS : LES MAGISTRATS PRÉSIDIAUX ET LA POLITIQUE MONARCHIQUE DE L'OFFICE (VERS 1689-VERS 1706)</i>	325
1- Les magistrats et les emprunts forcés : les augmentations de gages de la seconde moitié du règne de Louis XIV	326
a) L'augmentation de gages de 1689 : un coût inégal et contesté	327
b) L'accumulation des augmentations de gages dans la seconde moitié du règne de Louis XIV : l'émergence des difficultés officières	331
c) Un bilan négatif : la surexploitation financière de l'office « moyen » de judicature	335
2- Les magistrats et l'expansion présidiale des années 1689 à 1706 : la création d'offices	339
a) Les aspects financiers et sociaux : l'attitude des compagnies judiciaires	339
b) L'aspect institutionnel : conflits d'ajustement et contestations entre anciens et nouveaux officiers	342
 <i>CHAPITRE XIII : RÉACTIONS : REVENDICATIONS PRÉSIDIALES ET RÉFORMES JUDICIAIRES (1753-1788)</i>	347
1- Les mobilisations des présidiaux des années 1750 aux années 1770	348
a) Les modalités des mobilisations et les revendications des présidiaux	349
b) Les significations des mobilisations présidiales : les magistrats, les élites et l'État	353
2- Les magistrats des présidiaux face aux réformes de l'administration judiciaire dans la seconde moitié du XVIII <sup>e</sup> siècle	357
a) La difficile suppression des offices de présidents en 1764 et le mécontentement des magistrats	357
b) L'échec des ampliations de compétences de 1774 et 1777 et la déception des juges	362
c) L'éphémère réforme Lamoignon en 1788 : l'ultime désillusion des présidiaux	364
CONCLUSION	369

CINQUIÈME PARTIE  
 LES CONTOURS DE L'IDENTITÉ URBAINE DES ÉLITES  
 JUDICIAIRES : LEUR PLACE DANS LES ESPACES ET LES  
 INSTITUTIONS DE LA VILLE

373

<i>CHAPITRE XIV : LA PRÉSENCE DE LA COMPAGNIE PRÉSIDIALE ET DES MAGISTRATS DANS LA CITÉ</i>	377
1- Une place spécifique pour la magistrature seconde dans la ville ?	378
a) Les regards de la société élitaire : l'enterrement et l'építaphe du juge	380
b) La présence de la compagnie dans l'espace cérémoniel urbain : le révélateur des préséances	384
2- La compagnie dans la ville : les demeures de la justice royale au XVIII <sup>e</sup> siècle	388
a) Partager « l'espace du pouvoir » dans la ville : cohabitations et contestations entre les institutions	389
b) Loger le présidial dans la cité : l'inadaptation des formes architecturales aux fonctions judiciaires	394
c) Réparer, déplacer, construire les bâtiments judiciaires : les divergences entre préoccupations étatiques et logiques urbaines	398
 <i>CHAPITRE XV : LA PRÉSENCE DES MAGISTRATS PRÉSIDIAUX DANS LES INSTITUTIONS MUNICIPALES À LIMOGES ET À PÉRIGUEUX</i>	 407
1- La place notable des magistrats présidiaux dans les corps de ville de Limoges et de Périgueux (1630-1789)	409
a) Le fonctionnement et l'évolution des institutions consulaires de Limoges et Périgueux	409
b) La place des élites judiciaires dans le corps de ville de Limoges (1630-1789)	414
c) La place des élites judiciaires dans le corps de ville de Périgueux (1631-1789)	418
2- La place variable des fonctions municipales dans les trajectoires personnelles et familiales des magistrats	422
a) Conditions et significations de l'accession des magistrats au consulat	422
b) Refuser l'élection au corps de ville au XVIII <sup>e</sup> siècle : l'indicateur d'une désaffection des magistrats à l'égard du pouvoir citoyen ?	428
c) Servir la cité et l'État : figures de l'engagement présidial	432
d) Les contradictions entre privilèges des officiers royaux et solidarité urbaine : le cas de Périgueux	438
CONCLUSION	443
 <i>ÉPILOGUE : LES AVATARS DE L'IDENTITÉ DES MAGISTRATS PRÉSIDIAUX PENDANT LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE (1789-VERS 1810)</i>	 447
1- L'unité préservée : l'adhésion majoritaire des magistrats à la Révolution modérée (1789-septembre 1792)	449

a) L'engagement politique : les magistrats aux États généraux et à l'Assemblée Constituante	451
b) L'engagement local des magistrats : un peuplement significatif des juridictions et des administrations révolutionnaires en 1790	455
c) Un problème délicat : le remboursement des offices de judicature	461
d) La participation significative à l'acquisition de biens nationaux	465
2- De l'unité éclatée à l'unité recomposée : la singularité des traversées de la Révolution et de l'Empire (1789-vers 1810)	468
a) Les figures ambiguës du retrait	469
b) Opportunités et aléas des nouvelles carrières révolutionnaires et impériales	473
c) Le cas atypique du jacobin Jacques Brival : préhistoire et portée d'un engagement radical	477
d) Vingt ans après : l'intégration massive des magistrats dans la société des notables vers 1810	480
 CONCLUSION GÉNÉRALE	 485
 ANNEXES	 491
PIÈCES JUSTIFICATIVES	569
SOURCES MANUSCRITES	578
SOURCES IMPRIMÉES	595
BIBLIOGRAPHIE	601
 TABLE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES	 629
TABLES DES ANNEXES ET DES PIÈCES JUSTIFICATIVES	630
TABLE DES ABRÉVIATIONS	631
TABLE DES MATIÈRES	633